



AM2NAGEMENT D'UNE AIRE DE JEUX A SAINTE-CROIX-EN-PLAINE

Date et heure limite de remise des offres :

**Le 21 Août 2025 avant 17h00
Délai de rigueur**

D.C.E.

Dossier de Consultation des Entreprises

Marché passé sur procédure adaptée en application de l'article L. 2123-1 du code de la commande publique.

R.C.

Règlement de Consultation



CONCEPTION, ÉTUDE
& MAÎTRISE D'ŒUVRE

SOMMAIRE

ARTICLE 1. NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DES INTERVENANTS	3
1.1 - POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
1.2 - MAITRISE D'ŒUVRE.....	3
1.3 - COORDINATEUR S.P.S	3
1.4 - CONTROLEUR TECHNIQUE	3
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ	3
2.1 - OBJET DU MARCHÉ	3
2.2 - TYPE DE MARCHÉ	3
2.3 - ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 3. PROCÉDURE	4
ARTICLE 4. ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 5. LIEUX D'EXÉCUTION	4
ARTICLE 6. MARCHES NEGOCIES SUSCEPTIBLES D'ETRE PASSES ULTERIEUREMENT	4
ARTICLE 7. DÉLAI D'EXÉCUTION	4
ARTICLE 8. PRIX	4
ARTICLE 9. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ	4
9.1 - GARANTIES FINANCIERES	4
9.2 - AVANCE.....	4
9.3 - MODE DE REGLEMENT	5
9.4 - FORME JURIDIQUE	5
9.5 - LANGUE UTILISEE	5
9.6 - VARIANTES FACULTATIVES ET EXIGÉES	5
9.7 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	5
ARTICLE 10. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
ARTICLE 11. CONDITIONS DE TRANSMISSION DES OFFRES	6
11.1 - TRANSMISSION ELECTRONIQUE	6
11.2 - TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER.....	7
ARTICLE 12. CONTENU DES OFFRES.....	7
12.1 - DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE	7
12.2 - DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE	9
ARTICLE 13. CRITÈRES D'ATTRIBUTION.....	9
ARTICLE 14. DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES.....	9
ARTICLE 15. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	9
ARTICLE 16. ANALYSE DES OFFRES	10
ARTICLE 17. AUTRES RENSEIGNEMENTS	11
17.1 - NEGOCIATION.....	11
17.2 - VISITE DU SITE.....	12
17.3 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12
17.4 - DOCUMENTS A PRODUIRE AU STADE DE L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ	12
17.5 - 16.4 - AVIS D'INFORMATION DE LA DECISION	13
17.6 - RECOURS	13

Article 1. NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DES INTERVENANTS

1.1 - Pouvoir adjudicateur

VILLE DE SAINTE CROIX EN PLAINE

25 route de Bâle
BP 30015
68127 Sainte Croix en Plaine
03 89 20 95 20

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : **Monsieur le Maire**

1.2 - Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par :

OSMOSE Ingénierie
68 D rue de Wambrechies, 59520 Marquette-Lez-Lille
Tél : 0.320.340.350 - Fax : 0.320.340.359

1.3 - Coordinateur S.P.S

Sans Objet

1.4 - Contrôleur Technique

Sans Objet

Article 2. OBJET DU MARCHE

2.1 - Objet du marché

Le marché a pour objet les travaux de construction d'une aire de jeux à Sainte-Croix-En-Plaine

2.2 - Type de marché

Marché de travaux.

2.3 - Allotissement

Le marché est un marché à lot unique.

Article 3. PROCÉDURE

Ce marché est passé en procédure adaptée, selon les dispositions des articles L. 2123-1 du code de la commande publique.

Article 4. ALLOTISSEMENT

Les travaux objet du marché concernent la réalisation d'une aire de jeux à Sainte-Croix-En-Plaine

- 1 TRAVAUX PREALABLES
- 2 DEPOSES/ DEMOLITIONS
- 3 TERRASSEMENTS ET REVETEMENTS
- 4 BORDURES
- 5 JEUX ET AGRES DE FITNESS
- 6 MOBILIER
- 7 SERRURERIE
- 8 ABORDS ET PLANTATIONS

Article 5. LIEUX D'EXÉCUTION

Les travaux objet du marché seront réalisés sur la Sainte-Croix-En-Plaine (68)

Article 6. MARCHES NEGOCIES SUSCEPTIBLES D'ETRE PASSES ULTERIEUREMENT

En application des dispositions de l'article Article R2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié avec le titulaire pour des prestations similaires, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, dans la mesure où le montant total envisagé comprend le chiffrage prévisionnel de telles prestations.

Article 7. DÉLAI D'EXÉCUTION

Les délais d'exécution, comprenant les périodes de préparation, sont fixés au cadre de l'Acte d'engagement et ne peuvent être modifiés par le candidat. La date prévisible pour le démarrage des travaux est la suivante : Septembre 2025

La date de démarrage est donnée à titre indicatif, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de la modifier.

Article 8. PRIX

Les prix indiqués par le candidat sont actualisables dans les conditions fixées au cahier des clauses administratives particulières.

Les prix indiqués par le candidat dans les Bordereaux de Prix sont unitaires.

Le montant du marché sera indiqué par le candidat à l'article 2 de l'acte d'engagement à partir des éléments du détail quantitatif estimatif.

Article 9. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE

9.1 - Garanties financières

Les articles Article R2191-32, R2191-33, R2191-34 et R2191-35 du Code de la commande publique relatifs à la constitution d'une retenue de garantie de 5 % du montant du marché sont seuls applicables.

9.2 - Avance

Si le montant du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et le délai d'exécution supérieur à deux mois, une avance peut être versée à l'attributaire selon les articles R2191-3, R2191-4, R2191-5 du code de la commande publique. Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande.

9.3 - Mode de règlement

Le mode de règlement choisi par le maître de l'ouvrage est le virement par mandat administratif, avec un délai maximum de paiement fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture.

9.4 - Forme juridique

Entreprise unique ou groupement *solidaire*.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et mandataire d'un groupement,
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement, sa transformation dans une forme juridique déterminée n'est pas exigée pour la présentation de l'offre.

Cependant, après l'attribution du marché, l'autorité signataire du marché pourra exiger que le titulaire adopte la forme du groupement solidaire.

9.5 - Langue utilisée

La langue de travail pour les opérations préalables à l'attribution du marché et pour son exécution est le **français exclusivement**.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Tous les certificats, attestations ou déclarations doivent être rédigés en langue française. Les certificats ou attestations rédigés en langue étrangère ne seront recevables que s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (soit auprès des tribunaux français, soit auprès des tribunaux du pays candidat), et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

9.6 - Variantes facultatives et exigées

Variante exigée.

Sans objet.

Variante libre

La proposition de variante libre est interdite.

9.7 - Prestations Supplémentaires Eventuelles

Sans objet

Article 10. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les documents à produire sont en application des articles R.2143-13 et 2143-14 du code de la commande publique.

Le dossier de consultation comprend :

- Le Règlement de Consultation (R.C.)
- L'Acte d'Engagement (A.E), et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U),
- Le Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de Colmar Agglomération
- Les récépissés de DT
- Le Dossier des Plans :
 - N°1 - Plan de situation
 - N°2 - Plan d'état des lieux
 - N°3 - Plan masse

Le dossier de consultation peut être téléchargé directement sur la plate-forme de dématérialisation, à l'adresse suivante : <https://alsacemarchespublics.eu>

Article 11. CONDITIONS DE TRANSMISSION DES OFFRES

11.1 - *Transmission électronique*

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://alsacemarchespublics.eu>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

VILLE DE SAINTE CROIX EN PLAINE
25 route de Bâle
68127 Sainte Croix en Plaine

Date et heure limites de réception des offres : Le 21 Août 2025 avant 17h00

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature manuelle ou électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Au vu des délais d'obtention qui peuvent être allongés, le candidat est fortement invité à anticiper sa demande de certificat de signature électronique auprès du prestataire.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique des documents n'est pas exigée au stade du dépôt de l'offre mais fortement recommandée. A défaut, une signature manuscrite devra néanmoins être apposée sur l'acte d'engagement. La signature électronique du contrat (acte d'engagement ou convention) par l'attributaire sera exigée au final.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre quelques minutes avant l'heure limite et de s'être assurés au préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plate-forme (attention aux pré-requis techniques).

11.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Article 12. CONTENU DES OFFRES

12.1 - Documents relatifs à la candidature

Les documents relatifs à la candidature sont prévus aux articles L 2142-1 et suivants du code, et peuvent être complétées en application de l'article R. 2144-2.

Les documents justificatifs et moyens de preuves fournis par le candidat mais rédigés en langue étrangère doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Une lettre de candidature établie sur un formulaire DC1 à jour entièrement complété, ou établie sur papier libre, et précisant :
 - Le nom et l'adresse du candidat
 - Éventuellement le numéro et la nature du(des) lot(s) concerné(s)
 - Si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire
 - Le nom et qualité du ou des signataires, les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat
 - Une déclaration sur l'honneur : le candidat devra produire une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance relative aux marchés publics et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Une déclaration du candidat établie sur un formulaire DC2 à jour entièrement complété, ou établie sur papier libre, et précisant :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants ;
- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Certificat(s) de qualité ou de capacité délivré (s) par des organismes indépendants ou moyens de preuve équivalent, notamment, certificats de qualifications professionnelles ou de conformité à des spécifications techniques :
 - . QUALISPORT 700 Installation d'aire de jeux
 - . QUALIPAYSAGE Aires de jeux

La preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen ; outre le certificat de qualification professionnelle, le pouvoir adjudicateur appréciera particulièrement, comme preuve de cette compétence, la production par l'entreprise d'au moins trois certificats de capacité pour des travaux similaires établis par des maîtres d'ouvrage et datant de moins de trois ans attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. Pour être pris en compte ces certificats devront mentionner la description sommaire des ouvrages exécutés et le montant des travaux.

- Déclaration appropriée de banque ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- Dans le cas où le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.

Pour information, les formulaires à jour de type DC1, DC2, etc... sont disponibles sur le site internet du Ministère de l'Economie : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>.

- Conformément à l'article R2143-13 de la commande publique, il est précisé que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.
- Par ailleurs, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qu'il a déjà transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature :

- Production pour chacun de ces opérateurs des mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières ;
- Production d'un engagement écrit de chacun de ces opérateurs justifiant que le candidat dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché.

12.2 - Documents relatifs à l'offre

Au titre des documents relatifs à l'offre, chaque candidat devra produire :

- **L'Acte d'engagement** cadre joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du candidat ainsi que son annexe éventuelle ; Il sera présenté un Acte d'engagement par lot et un Acte d'engagement par variante éventuelle.
- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières** ci-joint à accepter sans modification ni réserve, avec la mention manuscrite « lu et accepté » ;
- **Le Bordereau de Prix Unitaires** cadre joint à compléter, par le(s) représentant(s) qualifié(s) du candidat ; en pdf et excel
- **Le Détail Quantitatif Estimatif** cadre joint, à compléter, par le(s) représentant(s) qualifié(s) du candidat ; en pdf et excel)
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières** ci-joint à accepter sans modification ni réserve, avec la mention manuscrite « lu et accepté » ; et ses éventuelles annexes
- **Le Dossier des plans** à accepter, La photocopie de la page de cartouche vaudra acceptation ;
- **Un mémoire justificatif détaillé**, pour chaque lot concerné, permettant de juger de la valeur technique de l'offre et comportant notamment :
Mémoire de 40 pages maximum, décomposé comme suit :
En cas de dépassement, seules les premières pages autorisées seront prises en compte dans le jugement. Aucune information ne sera retenue dans le cadre du jugement de la valeur d'un sous-critère au-delà du nombre de pages indiquées pour les sous-critères concernés. Les informations relatives à chaque sous-critère devront expressément apparaître dans le chapitre concerné. Aucune information située en dehors de son chapitre, ou sur une fiche technique en annexe (sans y être au préalable indiqué dans le chapitre) ou encore dans des conditions générales de vente ne sera prise en compte dans le cadre du sous-critère concerné.
 - Chapitre 1 : Descriptif des procédés techniques retenus pour chaque ouvrage avec liste des matériaux envisagés (y compris fiches techniques et PV en annexe) – **10 pages maximum (hors annexes)**
 - Chapitre 2 : Proposition d'engagement du candidat sur des dispositions de garanties contractuelles et leurs éventuelles couvertures par assurance. **5 pages maximum.**
 - Chapitre 3 : Indication des procédés d'exécution envisagés, de la méthodologie suivie et des moyens humains et matériels spécifiques à ce chantier qui seront utilisés. **20 pages maximum, y compris plans et schémas.**
 - Chapitre 4 : Programmation détaillée par tâche des travaux avec indication des délais de livraison des principales fournitures et d'intervention des différents opérateurs économiques. **5 pages maximum (A3 autorisées)**
 - Annexes :
 - Tous lots : Fiches techniques des matériaux

Le mémoire justificatif détaillé remis par le candidat sera contractuel.

Article 13. CRITÈRES D'ATTRIBUTION

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- | | | |
|----|----------------------|------------|
| 1. | Prix des prestations | (coef. 40) |
| 2. | Valeur technique | (coef. 60) |

Article 14. DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES

Les offres doivent parvenir à destination avant la date et l'heure portée sur la feuille de garde du présent RC
Toute offre qui est remise ou dont l'avis de réception est délivré après la date et l'heure fixée ne sera pas retenue.

Article 15. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite de remise des offres.

Article 16. ANALYSE DES OFFRES

Le jugement se fait selon les dispositions des articles R 2152-1 et L 2152-2.

Ces conditions prévoient notamment :

- L'examen de la conformité des réponses aux documents de consultation ;
- La prise en compte des critères d'attribution énumérés à l'article 13.

Pour le jugement du critère « prix », le montant pris en compte est celui indiqué en EUROS H.T. dans l'acte d'engagement.

La meilleure note sera attribuée à l'offre dont le montant est le plus bas.

Les offres paraissant anormalement basses au Pouvoir Adjudicateur pourront être rejetées sur décision motivée. Des précisions seront demandées et vérifiées, elles porteront notamment sur des sous détails des éléments constitutifs des prix des différents postes en distinguant :

- Les coûts directs décomposés en salaires et charges, dépenses de matériaux et de consommables, dépense de matériels.
- Les frais généraux, exprimés en pourcentage des coûts directs
- La marge pour risques et bénéfices exprimée en pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

Barème de notation :

$$\text{Note de l'offre} = \left[\frac{\text{Prix minimum constaté}}{\text{Prix de l'offre analysée}} \right] \times 40$$

En cas d'erreurs de calculs ou de discordances constatées dans une offre, les indications portées dans le bordereau de prix unitaires prévaudront sur toute autre indication de l'offre, et le montant de l'offre sera rectifié en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

Si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité, lors d'une mise au point, à rectifier son offre afin de la mettre en cohérence avec le prix unitaire correspondant. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente et le marché sera attribué au candidat classé comme le second.

Pour le jugement du critère « Valeur technique »,

Il sera jugé à partir des mémoires justificatifs détaillés, pour chaque lot concerné, selon le barème de notation suivant :

Notes	Contenu du mémoire
0	Renseignements non fournis : le mémoire technique ne traite d'aucun élément relatif au projet pour le sous critère concerné.
1 à 2	Renseignements très imprécis : le mémoire technique ne traite que de quelques éléments relatifs au projet pour le sous critère concerné. Offre insuffisante pour le sous critère concerné
3 à 4	Renseignements incomplets et insuffisamment adaptés au projet. : le mémoire technique ne répond que partiellement aux attentes pour le sous critère concerné. Offre partiellement insuffisante pour le sous critère concerné
5 à 6	Renseignements fournis répondant aux attentes minimales du projet Le mémoire technique traite des éléments principaux relatifs au projet mais ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats. Offre suffisante pour le sous critère concerné
7 à 8	Renseignements fournis correspondant aux attentes du projet. Le mémoire technique présente un minimum d'avantages particuliers par rapports aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification Offre jugée bonne et avantageuse pour le sous critère concerné
9 à 10	Renseignements fournis complets, explicites et parfaitement adaptés au projet. le mémoire technique traite de façon circonstanciée l'ensemble des éléments du projet pour le sous critère concerné. Le mémoire technique présente un grand nombre d'avantages particuliers par rapports aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification Offre jugée très intéressante pour le sous critère concerné

Modalités de calcul des notes :

Critère « Valeur technique »:

Ce critère sera jugé à partir de la proposition du candidat :

- Indications sur la qualité des matériaux, matériels, nécessaires à la réalisation du projet, permettant d'apprécier leurs qualités au regard des performances décrites au Dossier de Consultation. (Sur 25)
- Proposition d'engagement du candidat sur des dispositions de garanties contractuelles et leurs éventuelles couvertures par assurance. (Sur 5)
- Indication des procédés d'exécution envisagés, de la méthodologie suivie et des moyens humains et matériels spécifiques à ce chantier qui seront utilisés, (sur 20)
- Programmation détaillée par tâche des travaux avec indication des délais de livraison des principales fournitures et d'intervention des différents opérateurs économiques, et dispositions spécifiques en matière d'assurance de la qualité (sur 10)

$$\text{Note de l'offre} = \left[\frac{\text{Points obtenus par l'offre}}{\text{Maximum de points constaté}} \right] \times 60$$

Article 17. AUTRES RENSEIGNEMENTS

17.1 - Négociation

Les candidats sont informés, que sur la base d'une première analyse des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les trois candidats les mieux classés.

La négociation portera sur tous les éléments de l'offre présentée, elle ne pourra pas avoir pour objet la production éventuelle de variante complémentaire.

Le pouvoir adjudicateur pourra négocier même avec des candidats ayant déposé des offres irrégulières, inacceptables, après régularisation.

L'administration se réserve le droit de décider, en cours de procédure, si elle négociera ou non.
Toutes les offres initiales sont analysées.

En application des articles L2352-1 à L2352-4 et L2152-1 et L2152-5 à L2152-6 de la commande publique, les offres inappropriées ou anormalement basses sont éliminées et ne peuvent pas être régularisées ni par une demande spécifique de l'administration, ni par la négociation.

Dans le cas où l'administration décide de ne pas négocier :

L'administration informe les candidats de sa décision de ne pas négocier.
Toutes les offres initiales sont analysées, y compris les offres irrégulières ou inacceptables. A l'issue de l'analyse, l'acheteur pourra autoriser les soumissionnaires ayant présenté une offre irrégulière à régulariser leur offre dans un délai identique pour tous. Les offres inacceptables seront éliminées.

Dans le cas où l'administration décide de négocier :

L'administration engagera les négociations avec les 3 candidats présentant les offres initiales les mieux classées.

Dans le cas où l'irrégularité empêche le pouvoir adjudicateur de noter un critère ou un sous-critère, celui-ci obtient la note de zéro (0) sans qu'elle soit éliminatoire.

Si des offres sont irrégulières ou inacceptables à l'issue de l'analyse des offres initiales, mais peuvent participer à la négociation d'après leur classement initial, la procédure de régularisation des offres pourra être mise en œuvre avec l'ensemble des candidats concernés, dans le cadre de la négociation.

La négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix, mais ne peut porter sur l'objet du marché, ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation. La négociation est conduite dans le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des candidats. Les informations données aux candidats ne peuvent être de nature à avantager certains d'entre eux.

A l'issue des négociations, les candidats seront invités à remettre leur offre finale. A ce titre, ceux qui auraient éventuellement remis une offre initiale irrégulière ou inacceptable auront à remettre une offre finale conforme aux exigences du règlement de la consultation et acceptable, au risque de voir leur offre rejetée.

Si des offres demeurent inacceptables, celles-ci seront éliminées.

Si des offres demeurent irrégulières, celles-ci uniquement pourront faire l'objet d'une demande de régularisation.

Qu'il y ait eu négociation ou pas, pour établir l'analyse et le classement final des offres, l'acheteur s'appuiera sur les offres appropriées, régulières et acceptables éventuellement régularisées.

L'acheteur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères énoncés dans le présent document et leur pondération.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, le pouvoir adjudicateur et le soumissionnaire retenu procéderont à une mise au point des composantes du marché avant sa signature conformément à l'article R2152-13 du CCP.

17.2 - Visite du site

Aucune visite obligatoire n'est prévue.

17.3 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir des renseignements complémentaires, les candidats peuvent s'adresser au plus tard 10 jours avant la date de remise des offres via la plateforme :

<https://alsacemarchespublics.eu>

Toutes les demandes de renseignements et compléments techniques devront obligatoirement transiter par la maîtrise d'ouvrage.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Le Dossier de Consultation des Entreprises pourra être modifié par le pouvoir adjudicateur dans un délai de 10 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

17.4 - Documents à produire au stade de l'attribution du marché

En application de l'article R2144 du CCP, le prestataire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire :

- les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail ; ces pièces sont à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidat étranger.

S'il le souhaite, le candidat peut fournir, dès la remise de son offre les documents précités.

Si ces pièces ne sont pas produites au titre de l'offre, le prestataire devra les produire dans un délai maximum de 6 jours à compter de la réception de la lettre l'informant qu'il a été retenu.

La non-transmission de ces documents dans les délais impartis entraînera l'attribution du marché au candidat classé second.

17.5 - Recours

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Administratif de Strasbourg

Des renseignements concernant l'introduction des recours peuvent être obtenus à la même adresse.